

# Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

**SAMEDI 30 OCTOBRE 1982** 

181

**ANTILLES 2 F** 

d'un parti ouvrier

Martinique et en

Pour l'émancipation

peuples

Pour la reconstruc -

de

de

révolutionnaire

Martinique et

tion de la IVéme

Internationale.

Guadeloupe.

Guadeloupe.

des

FRANCE 3 F

Editorial

L'ASSEMBLÉE UNIQUE. UNE RÉPONSE ADMINISTRATIVE A UN PROGLEME POLITIQUE.

Alors que la crise s'appronfondit chaque jour dans le monde, le gouvernement et les partis qui le soutiennent ici veulent nous faire croire que c'est sa petite transformation dite de «l'assemblée unique» qui nous permettra de faire face aux problèmes économiques majeurs qui nous attendent.

Tout le monde s'accorde à reconnaître qu'il y a aux Antilles et dans tous les Départements et territoires d'outre-mer une crise de nature à la fois politique et économique.

La crise politique vient de l'inadaptation des institutions politiques coloniales qui dirigent ces pays à leur évolution actuelle et future. La crise économique vient de ce que, après avoir été au 19ème et au début du 20ème siècle des pays riches, florissants qui enrichissaient la bourgeoise française, ces territoires sont en train de péricliter doucement depuis 20 à 30 ans et ne sont plus que des marchés destinés à avaler une part de la production de biens de consommation français ou européens.

Curieusement, c'est au moment où la situation matérielle de la population s'est le plus améliorée par rapport au passé (dans l'après guerre et jusqu'aux années 60) que la revendication politique autonomiste et indépendantiste s'est aggravée. Mais ce n'est curieux qu'en apparence car l'amélioration matérielle, le fait que l'état par le biais de la fonction publique reversait administrativement une petite part de ce qui fut pillé aux populations locales a permis l'élargissement d'une couche petite bourgeoise, plus ou moins aisée... dont une partie s'est instruite dans les universités françaises et a pu au contact d'autres étudiants venus d'autres territoires coloniaux et au contact de la réalité métropolitaine mesurer en quoi ils n'étaient que les fils de peuples qui sont en fait colonisés. Depuis 20 ans, malgré de réelles améliorations sociales, une augmentation de l'assistance, un recul constant des maladies, une couverture sanitaire en progrès, une amélioration importante de l'habitat, l'expression du sentiment national s'est élargi au point de s'appuyer aujourd'hui sur des fractions non négligeables de la population.

Précisément cette revendication n'a pas reculé et a même progressé parce que cette revendication là est d'ordre moral, «tous les biens ne sont pas matériels» disait un révolutionnaire Français et c'est pour cela que les différents gouvernements ont eu beau faire une publicité insistante pour ce qu'ils «offraient» ou que la «mère patrie donnait», le malaise ne faisait que

Pour sortir de cette situation le parti socialiste français aujourd'hui au gouvernement a imaginé d'offrir autre chose : une assemblée «unique» en son genre! Dijoud proposait des «colloques» qui n'en finissaient pas. Stirn eut un «plan vert». De Gaulle a eu le «service militaire adapté» (SMA), le Bumidom et l'émigration organisée - qui a eu, il est vrai, comme conséquence de désamorcer la poudrière des années 60.

(Suite page 2)

**GUADELOUPE** 

# LE COMITÉ POUR LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, UN «MACHIN» ÉLECTORAL POUR MICHAUX



Michaux Chevry bien décidée à garder le fauteuil de l'ex-président Bernier, mais sans se soumettre à la houlette de Viviès.

Madame Michaux-Chevry s'est mise dans la tête ou du moins veut mettre dans la tête de la population qu'elle fait de l'économie, qu'elle prépare le développement de la Guadeloupe, sans faire de politique.

Alors elle multiplie les visites aux collectivités, aux associations, aux représentants professionnels.

La dernière idée qui a germé dans sa tête est de créer un «comité pour le développement économique» qui mettra face à face élus et socio-professionnels. La rencontre de l'offre et de la demande, des dirigeants de la production et ceux des administrations et autres services dont les élus ont

la responsabilité . . .

L'idée peut paraître séduisante à défaut d'être originale et audacieuse et semble avoir intéressé certains représentants du secteur de production qui pourraient voir là la possibilité de créer des sources d'écou-lement ce qui faciliterait l'harmonisation pour leur production.

Il est vrai qu'au niveau des supputations de la discussion même il est possible de bâtir bien des châteaux ! Mais la réalité d'un soi-disant développement économique de la Guadeloupe est tout autre.

Car en définitive parler de «décollage économique» en dehors de toute coloration politique» comme le prétend Michaux Chevry, c'est surtout prétendre qu'un développement économique est possible dans le cadre politique actuel. C'est prévoir le développement économique de la Guadeloupe dans le cadre d'une Guadeloupe colonisée, dirigée par une minorité de chefs Blancs venus de 7.000 km qui décident dans la plupart des services ; dans une Guadeloupe où, les Békés détiennent la totalité du lobby de l'import-export et d'une partie importante des terres sur lesquelles se font des opérations financières juteuses.

Et les réactions houleuses de son propre adjoint et non moins défenseur intéressé de la caste des Békés, Viviès, lors de la création du comité étaient bien significatives à ce sujet.

Alors Lucette Michaux-Chevry sait très bien qu'il n'y aura pas de développement économique, de créations d'emploi en nombre, si les verrous de ces chasses gardées ne sautent pas, ne sont pas renversés par une intervention radicale de larges couches de la population.

Mais Michaux-Chevry n'a cure de ces problèmes. Elle fait «sa» politique. Elle brasse de l'air et veut occuper toutes les places. Sa tâche est bien simple. Il s'agit de faire suffisamment parler d'elle pour amener dans son sillage aux élections pour l'Assemblée Unique, une liste de la droite qu'elle présiderait.

Le fait que les échéances soient rapprochées ne la gènent pas, au contraire car l'heure des comptes n'aura pas encore sonné.

Le comité pour le développement économique est donc très certainement un nouveau machin, un nouveau hochet que l'on veut agiter devant la population pour la faire patienter, attendre des jours meilleurs et surtout laisser ceux qui ont l'habitude de bâtir des châteaux sur la sueur de cette population continuer de le faire en toute quiétude.

### DARSIERES TEND LA MAIN AUX EXPLOITEURS DES TRAVAILLEURS MARTINIQUAIS ET **GUADELOUPÉENS**

La caste des békés est en Martinique et en Guadeloupe même le symbole du capitalisme dans ce qu'il a de plus hideux, de plus rétrograde et réactionnaire, de plus opposé aux intérêts de la majorité de la population.

Propriétaires des plus grandes surfaces et des meilleures terres, ils sont devenus les rois de la banane, après avoir été ceux du sucre, il n'y a pas si longtemps. Ils dominent toute la vie économique de la Guadeloupe et de la Martinique. Plus que jamais leur caste arrogante, raciste, accro-

chée à ses privilèges montre sa haine antipopulaire. Les deux cas de Duplan licenciant plus de 30 ouvriers à Jalmar et de Cassius, mettant à la port e près de 40 personnes au laboratoire CGN sont deux exemples significatifs de leur attitude.

Et c'est avec les principaux représentants de cette caste-là que le PPM veut rentrer en contact, afin d'échanger des idées et selon Camille Darsières, pour établir des

Le Parti Progressiste Martiniquais se comporte non seulement comme le princi-

pal relais de la politique du gouvernement français en Martinique, mais en plus, il aspire à se montrer responsable vis-à-vis de tous ceux qui ont amassé leurs richesses sur l'exploitation et l'oppression de travailleurs martiniquais pendant 3 siècles.

Alors le PPM veut savoir ce que les békés ont dans le ventre. Le PPM veut savoir de la bouche même de Fabre de Cottrell et de Havot combien de milliards ils ont accumulé sur le sang et la sueur des travailleurs ? Il veut savoir combien de milliers de travailleurs les capitalistes sont encore disposés à surexploiter et à pressurer en Martinique et en Guadeloupe, après avoir mis des milliards à l'abri en Suisse, en Floride ou au Vénézuela!

En réalité, il ne s'agit pas là d'autre chose que d'un acte de soumission aux plus féroces ennemis des travailleurs de Martinique, ceux qui n'ont pas hésité, deux fois plutôt qu'une, à répandre le sang ouvrier pourvu que leurs intérêts soient protégés.

Après la soumission totale à la gauche française, voilà la prise en compte des intérêts du négoce et de la grande propriété terrienne concentrés entre les mains des békés!

Et c'est à ce parti-là, parti de la soumission au gouvernement français, parti de la recherche d'un accord avec les milliardaires békés que certains politiciens nous demandent de nous rassembler. Oui, on nous dit qu'il faudrait nous unir au PPM, car il représenterait la seule planche de salut possible pour les travailleurs martiniquais!

En réalité, les politiciens de gauche sont aveuglés par la possibilité qu'ils ont de pouvoir enfin accéder - peut être - aux postes et aux sinécures détenus par les politiciens de droite depuis des décennies. !

Et pour y arriver, ils ne se donnent même plus la peine de se cacher derrière des belles phrases sur la prise de nos responsabilités ou sur la lutte contre les riches. Ça, ce sont des mots, qui comme tous les mots sont destinés à être oubliés.

Mais nous travailleurs, nous ne pouvons pas nous permettre le luxe d'oublier. Nous ne pouvons pas nous permettre d'oublier ceux qui sont nos exploiteurs, nos ennemis acharnés.

Nous avons à les combattre. Réso-

## **JEAN ÉLIE QUITTE LE GRS...**

## DE L'AJOUPA-BOUILLON À LA SOUPE

Edouard Jean-Elie, maire et conseiller général de l'Ajoupa-Bouillon vient de démissionner du Groupe Révolution Socialiste, dont il était membre depuis pratiquement sa création. Dans les déclarations publiques faites à l'annonce de sa décision, Jean-Elie a affirmé notamment que le GRS refusait de prendre en compte la situation politique nouvelle qui existe depuis la venue de la gauche au pouvoir. Ainsi, il a reproché au GRS de critiquer les autres partis de gauche et le Gouvernement alors que la tâche de l'heure n'est pas de diviser, mais de "rassembler".

Et comme axe de rassemblement, il citait Césaire et le PPM, même s'il affirmait qu'il n'envisageait pas de rentrer immédiatement dans ce parti.

Voilà un langage qui plaira bien à Edouard Delépine, ancien dirigeant du GRS et lui aussi passé au PPM avec près d'une vingtaine de membres du GRS.

Car c'est au nom du réalisme et du soutien au gouvernement de gauche que se font ces départs du GRS en direction du parti qui apparaît comme le principal soutien et le premier relais du gouvernement français en Martinique. Le calcul de ces militants est peut-être que leur action au sein du PPM leur permettra

de peser plus que s'ils restaient au GRS. Dans le cas plus particulier de Jean-Elie, il est évident que les arrières-pensées électoralistes sont présentes. Il est évident que la fameuse barre des 5 % de voix à réunir pour être représenté au futur Conseil Général et Régional représentait un obstacle difficilement franchissable par les petites organisations de gauche comme le GRS, le MIM de Marie-Jeanne ou nous-mêmes Combat Ouvrier. Et en démissionnant du GRS, Jean-Elie se ménage la possibilité d'être sur une liste, bien mieux placée, celle du PPM, pour conserver son siège à l'Assemblée Unique.

Peut-être que Jean-Elie réussira dans sa tentative de se faire réélire aux élections en se trouvant en bonne place sur la liste

Le parti qui de toute évidence attire actuellement toute une série d'intellectuels et de militants politiques en Martinique, est le PPM, au moment même où ce parti a abandonné plus de 20 années de prises de positions contre le colonialisme, au moment où la ligne politique de ce parti, après l'adoption du moratoire en a fait non seulement un soutien du gouvernement français, mais aussi un parti qui tend la main aux capitalistes, qui recherche, sinon un accord avec eux, au moins un pacte de non-agression!

C'est ce parti-là qui actuellement est le havre de salut de Delépine, et très prochainement sans doute celui de Jean-Elie!

Mais si les politiciens ont besoin de havres de paix dans lesquels ils pourront tenter de préserver leur avenir politique, les travailleurs ont besoin de se rassembler. de s'unir entre eux pour ne pas faire les frais de la crise économique, que tous les artifices du gouvernement de gauche sont bien incapables d'empêcher. Ils ont besoin de se battre contre les capitalistes, qui avec l'aide du gouvernement planifient la baisse de leur niveau

Le PPM manifestement ne peut pas jouer ce rôle-là. Il mène une politique contraire. Et c'est la tâche des révolutionnaires de dénoncer entre autres et cette politique-là, et ceux qui sous couvert de réalisme s'en font les défenseurs.

Les révolutionnaires n'ont donc pas à être démoralisés par le fait que Jean-Elie, comme Delépine aient choisi d'aller au PPM, préférant ainsi sauvegarder leur carrière politique ou leur place d'élu.

Les révolutionnaires, mêmes peu nombreux, sont ceux qui ont conscience de la nécessité de construire un parti d'avantgarde des travailleurs, pour la libération des travailleurs, pour le socialisme. Et des militants prêts à se consacrer à cette tâche existent à Combat Ouvrier, comme au GRS. Mais au sein d'autres organisations, au PPM, au PCM dans les syndicats existent des travailleurs communistes ou progressistes qui se rendent compte que la gauche au pouvoir n'est pas ce qu'elle dit être et qu'elle est au service du patronat.

Tous ceux-là pourront réunir leurs efforts pour donner naissance à un autre parti qui soit réellement de gauche. C'est à-dire un parti prêt à représenter et à défendre en toute circonstance les intérêts immédiats des travailleurs mais aussi ceux de l'avenir, c'est-à-dire la transformation

ASSEMBLEE UNIQUE. UNE

de la société.

# **DÉCENTRALISATION:**

## **GRAND PARADE! PITI COUP**

La loi sur la décentralisation dans les «DOM» est actuellement en discussion devant le Sénat à Paris. Cela permet d'alimenter l'activité des partis politiques.

Et pourtant, il n'y a rien dans cette loi qui permettre à l'ensemble de la population de nos pays de changer vraiment son sort. Les modifications institutionnelles ou juridiques n'ont jamais changé le sort des peuples. Ce sont les luttes et les révolutions faites par les peuples qui ont changé leur sort, pas le

Et que de discours, que de palabres, aux Antilles. Que de débats, d'Assemblée nationale en Sénat avons-nous entendus depuis plusieurs mois déjà ! Des hommes politiques démissionnent de leur ancien parti, certains en rejoignent d'autres, - tout cela sur fond de «décentralisation». Bref, jamais le monde politique antillais ne s'était autant agité autour d'un problème qui, somme toute aura très peu, vraiment très peu, de conséquences réelles pour les travailleurs de nos pays ; les colonialistes français ont jeté un os et voilà que tout le monde se précipite autour.

La droite, au mépris de toute dignité, pleurniche dans le giron de l'impérialisme français criant au largage et disant, en reniflant, «ne nous laissez pas, la départementalisation nous a mis à l'abri de la faim. Nous n'avons rien ici, et ne pouvons rien faire par nous mêmes . . . or vous ouvrez la voie à l'indépendance, à la misère etc etc. . . C'est en substance ce que le sénateur de la Réunion Virapoullé disait mardi à Emmanuelli.

La gauche, elle, avec les Césaire, Girard et autres, après avoir été le chantre de la «départementalisation» de 46, et après avoir reconnu l'échec de la politique de «décentralisation», se fait aujourd'hui le chantre de la «décentralisation». Ayant promis aux travailleurs d'être pleinement «départementalisés»... elle nous invite aujourd'hui à être pleinement «décentralisés»...

Tout comme la départementalisation, la décentralisation sera un échec, car cette politique porte en elle même déjà, les germes de son échec. C'est normal puisqu'elle émane du colonialisme lui même.

Comment une loi préparée, décidée, par le colonialisme français pourrait elle régler les problèmes des masses antillaises. . .

Ce même gouvernement colonialiste français ironise par la bouche d'Emmanuelli sur la barre des 5 %, qu'il a volontairement et soigneusement évaluée pour empêcher autant que possible les petites formations d'accéder à une représentation. Selon ce gouvernement, tant pis pour ceux qui ne pourront pas franchir cette barre ils seront considérés comme inexistants. Mais c'est lui même qui l'a fixée et évaluée avec soin, alors qu'il n'a tenu aucun compte d'un tel pourcentage pour donner par exemple un poste de ministre à Michel Craipeau, qui avait obtenu 2 % des voix aux élections présidentielles.

Comme quoi, ce gouvernement soidisant de gauche et démocratique fait deux poids, deux mesures, une pour empêcher

que n'accèdent à une représentation électorale ceux qui sont plus à gauche que lui, et une autre pour ceux qui donnent des garanties d'être de fidèles et loyaux serviteurs de la bourgeoisie.

Et même si I on admettait un moment avec le PPM, PCM, PCG ou PS locaux qu'il y a dans la décentralisation une quelconque chance «historique» des antillais, pour se «responsabiliser» (ah le grand mot !) comment se fait-il alors que dans un contexte si «Historique», la date des élections ne soit pas encore fixée et seulement envisagée autour de janvier ou février, dans très peu de temps donc, qu'aucun travail réel, aucun contrôle n'ait été fait au niveau des listes électorales très «folkloriques» qui existent dans bon nombre de communes, et que en fait, pour toutes les moindres décisions en la matière il faut attendre les directives de 7.000 km..

La date des élections «historiques» pour le peuple guadeloupéen sera fixée en France selon le calendrier politique des dirigeants de la gauche française.

Cela les hommes et les partis de gauche antillais l'acceptent. La seule pensée de faire éventuellement partie de la nouvelle majorité de gauche, outre-mer de la gauche française, leur suffit. Ils en roucoulent déjà d'aise.

Jeunes loups voulant profiter des événements pour tenter de se placer, vieux renards humant l'odeur de la soupe, théoriciens pseudo-marxistes en mal de tribunes, aventuriers, réformistes poussiéreux, c'est autour de peu de miettes de pouvoir et beaucoup d'illusion de contrôle local que s'agite tout ce monde.

Si les révolutionnaires socialistes eux devaient participer à ces élections, ce serait pour y dire tout cela. Pour y dire aussi : que ceux qui travaillent et qui peinent, les travailleurs, hommes et femmes, ceux qui vivent une vie d'exploitation et qui n'ont jamais la parole que les jeunes qui aspirent à une vie faite de dignité et à un idéal moins sordide, moins médiocre que celui des politiciens démagogues et qui semblent avoir relégué le mot dignité aux oubliettes, que tous ceux là ne peuvent rien espérer d'une Assemblée, unique, double ou triple. . . ou d'une quelconque modification des barreaux de leur cage.

Que les élus de tous bords se «responsabilisent» eux mêmes, s'ils y arrivent. Ils auront déjà en cela un énorme travail à faire.

Le sort de notre peuple quant à lui est un problème trop sérieux pour le laisser dans les mains des élus et «responsables» mièvres et passifs de la gauche officielle ou des nostalgiques de la droite. Car ce sont à peu près les mêmes, ou leurs copies conformes qui seront dans la prochaine assemblée. La population les connait.

La population avec à sa tête les travailleurs aura intérêt à s'occuper de ses propres affaires plutôt que de compter sur ce que pourrait décider la nouvelle assemblée.

Pierre Jean Christophe.

### MARTINIQUE

## LA LIBERTÉ D'EXPRESSION BAFOUÉE A FR3 : **COMBAT OUVRIER CENSURÉ**

Critiquer les békés est chose interdite à FR3. Voilà la conclusion logique de l'attitude de monsieur Gelman, Responsable du bureau d'Information à FR3 Martinique. Ce monsieur a empêché la diffusion du Point de vue de la presse régionale où devait s'exprimer notre camarade Gérard Beaujour le mardi 26 Octobre.

C'était de la diffamation...

fougueux des békés comme messieurs Emi- et Duplan, békés qui dans la période actuelle le Maurice et Jean Maran. Remarquons en licencient plusieurs dizaines de travailleurs.

outre que concernant messieurs Duplan et Cassius, ils sont depuis longtemps mis en cause publiquement pour leur attitude méprisante et raciste envers les travailleurs, chose que monsieur Gelman en tant que journaliste ne pouvait ignorer!.

Remarquons que FR3 ne craint pas Selon monsieur Gelman, on ne devait laisser s'exprimer les défenseurs les plus pas attaquer nommément messieurs Cassius

### SUITE DE L'ÉDITORIAL

Emmanuelli à «l'Assemblée unique». Et ils nous l'ont présentée lui, Quilès, Deferre et cie (et il faut bien le dire avec le concours, l'aide, la complicité des partis de gauche locaux) comme quelque chose d'historique ! C'est tellement historique que la préparation de la dite assemblée se fait en catimini et que la majeure partie de la population ne sait même pas de quoi il s'agit.

C'est tellement «historique» et cela va si profondémment transformer notre vie qu'on ne sait même pas à quelle date auront lieu ces élections!

Avant ou après les municipales ? C'est tellement profond comme transformation qu'on n'insiste même pas sur ce que cela va changer. Oh ! Oui ! Il y aura une seule assemblée au lieu de deux ! Comme avant l'institution des conseils régionaux!

Emmanuelli et Mitterrand et tout le ouvernement français seront tout aussi incapables de répondre aux aspirations de notre peuple que le furent leurs prédé-

S'appuyant sur les résultats des élections ils sont persuadés, en insistant eux aussi sur le caractère «français» de leur entreprise et sur le maintien des allocations sociales, d'obtenir l'appui de la population pour leur politique.

Ils ne veulent pas répondre aux aspirations de ce peuple ni même préparer son évolution future. Ils veulent avoir une majorité qui ici soit tout simplement la même qu'en France tout comme les giscardiens avaient eux aussi leur propre majorité.

Mais la situation se complique du fait de la crise. N'a-t-on pas appris par la presse que le SMIC n'augmenterait pas du taux prévu mais moins, que l'ASSEDIC - la caisse de secours aux chômeurs - avait des difficultés, que les patrons étaient encouragés à modérer les hausses de salaires. que le salaire des fonctionnaires allait augmenter moins vite que la hausse des prix et . . . qu'en silence le gouvernement

prépare une nouvelle attaque contre la prime des 40 % des fonctionnaires au nom de la solidarité!

Etant donné que la plus grande partie des ressources de la population découle non pas d'une production quelconque (de plus en plus affaiblie), mais des transferts publics, toute atteinte à ces transferts ne fera qu'entamer le niveau de vie de la population.

L'Assemblée promise pour bientôt, unique ou pas, sera à l'évidence incapable d'exercer le moindre pouvoir sérieux sur l'économie.

Car le pouvoir réel, c'est le pouvoir sur la production et sur les finances.

Les instruments de la production sont aux mains des capitalistes et les finances sont contrôlées par les banques fran-

Les mesures à prendre pour redresser l'économie devront être autoritaires vis à vis des possédants. Il sera nécessaire de contrôler le commerce d'importation, de faire une autre agriculture ou de développer davantage celle qui va dans le sens des intérêts de la population. Tout cela réclamera à la fois une autorité réelle et le soutien et la participation actifs des principaux intérêssés c'est à dire la population laborieuse elle même et de l'argent, qu'il faudrait mobiliser et concentrer aux mains de cette autorité, de ce pouvoir émanant de la population.

Est-ce cela l'assemblée unique ? Non, le gouvernement des socialistes alliés aux ministres communistes n'ont accouché avec la complicité de nos hommes de gauche locaux que d'un méchant projet où l'administration a remplacé la transformation sociale et économique.

Mais les populations des Antilles auraient eu de toute façon tort d'attendre

d'un gouvernement de l'état colonial même s'il se dit de gauche, qu'il résolve de quelque manière que ce fut les problèmes de petits pays aux prises avec le problème de leur propre évolution.

# GUADELOUPE OF MARTINIQUE AD BOMAST ME MOSTAUTIA LES MARINS-**PÊCHEURS** EN COLÈRE

A l'heure ou nous écrivons, les marins-pêcheurs qui avaient exprimé leur colère essentiellement par des déclarations à la presse ont décidé de passer à un autre stade pour faire entendre leur voix. C'est ainsi qu'ils vont manifester dans les rues de Pointe-à-Pitre Vendredi 29 octobre. Les marins-pêcheurs réclament en particulier une diminution du rôle, le développement d'une infrastructure leur permettant d'exercer leur métier dans de meilleures conditions. D'autre part on y retrouve pêle-mêle d'autres revendications portant sur une réglementation de la pêche pour empêcher l'utilisation de certaines méthodes qui détruisent les fonds marins en empêchant la reproduction. Les pêcheurs exigent aussi qu'une enquête soit faite sur l'incendie qui avait détruite une bonne partie de la mangrove qui constitue un lieu de prédilection pour la reproduction.

Mais ce qui a fait déborder la colère des marins pêcheurs c'est bien l'arraisonnement d'un pêcheur guadeloupéen dans les eaux territoriales d'Antigue. Cela a provoqué une grande indignation chez les pêcheurs guadeloupéens qui réfutent l'accusation du gouvernement antiguais et exigent qu'une solution soit apportée le plus rapidement possible à ce problème qui les oppose au gouvernement d'Antigue. Cette affaire est discutée. . . en Europe, par la Communauté Européenne ! Mais connaissant la lenteur propre à de tels procédés administratifs, les marins pêcheurs ne sont pas prêts à se laisser lanterner. Et ils tiennent à le faire savoir en manifestant Vendredi dans les rues.

La colère des marins-pêcheurs est juste. Même si c'est aujourd'hui qu'elle éclate au grand jour, cela fait cependant des années qu'elle couve. Les différents gouvernements qui se sont succédés en France leur ont fait des montagnes de promesse dont ils n'ont jamais vus la réalisation. Maintenant qu'il y a un gouvernement de gauche en France, il était légitime qu'ils pensent que ce gouvernement qui se dit proche des travailleurs n'aurait pas le même comportement que ceux de droite qui l'on précédé et qu'il prêterait plus l'oreille à leurs revendications. Mais vu le comportement général du gouvernement socialiste vis-à-vis des revendications des travailleurs les marins-pêcheurs ont conclu que seule leur détermination dans la lutte leur permettra de faire triompher leurs reven-

# **GUADELOUPE** Une cinquantaine de amilles privées d'eau et d'électricité

Il y a de cela huit mois, une cinquantaine de familles de travailleurs occupaient des logements en construction situés à l'Allée des Flamboyants. Cette affaire avait occupé pendant un certain temps le devant de la scène. On se souvient que la Municipalité avait été déboutée par les tribunaux dans sa demande d'expulsion des occupants.

Les dossiers de tous les occupants avaient été complétés. Il ne restait plus qu'à achever les derniers travaux et à faire les branchements d'eau et d'électricité. Mais voilà que plus de quatre mois après la décision de terminer les travaux les occupants sont encore sans eau, sans électricité. Cela fait une cinquantaine de familles nombreuses pour la plupart qui vivent dans des logements situés à près de deux kilomètres du point d'eau le plus proche. Inutile de dire qu'à certains moments des odeurs nauséabondes se répandent dans les lieux. Sans compter les risques que cela fait toujours courir à des gens qui vivent dans de mauvaises conditions d'hygiène.

En tout cas, ceux qui sont responsables de l'arrêt des travaux, du non branchement de l'eau de l'électricité sont des irresponsables et des cri-

Et le président du conseil général Michaux Chevry à qui les occupants ont fait parvenir il y a plus d'un mois une lettre relatant leur situation n'a encore rien fait pour résoudre le problème des familles habitant, cette cité. Elle qui prétend être là pour aider les petits gens.

### **CGN: LA DIRECTION CONTINUE LES PROVOCATIONS**

Depuis le dépôt du bilan le 12 Octobre par la direction du laboratoire, les grévistes attendent la venue de France des 2 syndics Maîtres Girard et Regnard. Cette venue était attendue au début de la semaine passée, mais elle a été reportée au 5 novembre. Un intermédiaire, Mr Lejeune a été nommé mais il est lui aussi en France actuellement. Apparemment, tous ces gens-là ne sont pas pressés de venir, ni de régler cette situation.

Rappelons qu'une partie des travailleurs du laboratoire CGN sont en grève depuis le 5 juillet. Les patrons avaient sorti un document montrant qu'au 30 juin l'entreprise était en déficit, mais les grévistes avaient refusé ce fameux déficit, qui était mensonger. Par la suite l'inspecteur du travail avait refusé les licenciements projetés par les patrons.

Maintenant, les grévistes doivent déjouer la volonté de Cassius de les mettre à la porte. De toute façon, les grévistes ne sont pas prêts d'accepter d'être à la rue, pendant que les patrons continueraient à faire fortune comme auparavant. Et pour l'instant, ils sont toujours chaque matin devant le laboratoire, expliquant qu'ils sont en grève.

Lundi 25, 3 des délégués sont montés au laboratoire réclamer au patron des attestations de travail qu'ils demandaient depuis

Comme les patrons refusaient encore de les leur donner, les délégués ont déclaré ne pas être pressés et qu'ils attendraient le temps nécessaire. Craignant on ne sait trop quoi, Cassius s'est empressé de cadenasser l'entrée du laboratoire, séquestrant ainsi les délégués. Et il a eu ensuite le culot d'appeler un huissier qui a constaté que les 3 grévistes étaient séquestrés et a ordonné de les libérer. Entre temps, les grévistes avaient alerté la presse et l'inspecteur du travail.

Cassius, Glaudon et Nabéti s'entêtent donc dans leur tentative de mettre à la rue les travailleurs, en utilisant tous les moyens

# **ECHOS DES ENTREPRISES**

#### CENTRE HOSPITALIER DE FORT-DE-FRANCE

#### CLARAC : CALMETTE : NON AU REGROUPEMENT!

La surveillante de Calmette étage a reçu l'ordre par téléphone, ordre applicable le jour même, de superviser Calmette rez-de-chaussée.,

La direction veut en «attendant le retour du chef de service», réunir ces 2 services, les regroupant ainsi en une seule unité de soin de 71 lits ! . . .

Le personnel de ces services, a dénoncé dans une pétition cette volonté car la structure même de ces services ne se prêtent pas à cette fusion, et qu'en plus le personnel absent n'étant pas remplacé celui de Calmette étage n'est pas en surplus même s'il y a peu de malades en ce mosaires ne sont pes seulement à

#### CALMETTE ETAGE : LES VÉRITA-**BLES RAISONS.**

L'idée cachée de la direction, c'est qu'il y a peu de malades à Calmette étage, ce qui lui permet de proposer un regroupement des 2 services.

S'il y a peu de malades à l'étage, c'est que ces derniers fuient ce service ne voulant pas avoir à faire avec le médecin de triste réputation, le Dr Thomsen surnommé «le boucher».

Les employés ont raison de ne pas vouloir en faire les frais.

#### **COMMERCE GUADELOUPE**

#### **PRISUNIC-HIBISCUS: REUNION** SUR LE DEBLOCAGE DES SALAI-RES.

Jeudi prochain nos délégués doivent avoir une réunion avec le patron pour discuter de la sortie du blocage des salaires. Nous avons intérêt à leur dire bien fort ce que nous voulons. Nos salaires sont bloqués depuis le mois de juin mais les prix n'ont pas été si bloqués que cela. Les mères de famille s'en sont bien rendues compte avec la rentrée scolaire. D'autre part, nous qui travaillons dans les rayons nous constatons que les prix des marchandises ont recommancé à augmenter depuis le mois d'octobre sans attendre la fin du soi-disant blocage

Alors il nous faut demander une augmentation réelle de nos salaires. Il n'y a aucune raison que cela soit toujours les mêmes qui fassent les frais de l'austérité. nudrennsdoL

#### ABYMES. If up noting she she of sal

#### SOFROI : PARTICIPATION IMPOR-TANTE AU VOTE DES DELEGUES.

à cette blanche constitue

Les résultats des élections des délégués du personnel :

Collège employé-ouvrier : environ 90 personnes votants pour la liste CGTG des titulaires: 70 contre 60 en 1980.

Votants pour la liste CGTG des suppléants : 69. Il y a donc eu une participation plus importante au vote cette année. C'est aussi une façon de dire aux

patrons que nous avons bien l'intention de rester vigilants et déterminés à faire aboutir nos revendications.

Au cours des problèmes de l'année, les délégués se sont toujours trouvés de notre côté. C'est pour cela que nous leur avons renouvelé notre confiance...

Ce résultat aux élections est la preuve que nous pourrons faire entendre et satisfaire nos revendications.

#### CAPESTERRE

#### SCEFA-SCEPLAG: UNE QUINZAINE DE TRAVAILLEURS DANS L'IN-CERTITUDE.

Voici bientôt deux mois qu'une quinzaine de camarades de l'ancienne SCEFA sont en chômage forcé, licenciés sans être licenciés. En effet ces camarades qui travaillaient pour la plupart comme chauffeurs, mécaniciens ou employés sont sans travail depuis près de deux mois. Le garage et les bureaux étant fermés. Seulement voilà, ils n'ont pas reçu de lettre de licenciement, ni de certificat de travail, ni indemnités de licenciement.

On leur avait dit qu'il leur fallait désigner deux délégués pour discuter de leur cas à l'inspection du travail. C'est chose faite, mais voilà, le responsable qui devait discuter avec eux n'est-il pas dans le Département.

Certains de ces camarades travaillent à la SCEFA depuis plus de dix ans, et ils se retrouvent à la rue dans l'incertitude la plus complète.

Il existe toujours une solution quand on est décidé à vaincre. Actuellement, il y a encore des engins (camions, tracteurs etc) qui appartiennent toujours à l'ancienne SCEFA.

#### SCA-BOULOGNE : LA DIRECTION SE TROMPE D'EPOQUE!

La direction se plaint que les camarades transporteurs ne viennent pas travailler les aprèsmidi pour accélérer l'emballage. Mais voilà, le transport des bananes est rendue particulièrement difficile par l'état des allées qui ne sont pas nettoyées. On y trouve du «banglin», des «bélangères bata», des herbes de toutes sortes qui vous retiennent les pieds alors que «banglin» et «bélangère» vous mettent en sang.

La direction s'est trompée d'époque. Elle se croit encore sous l'esclavage. Si elle ne veut pas dépenser pour nettoyer les allées, elle risque d'avoir à transporter elle-même ses régimes dans un avenir assez proche.

#### **«CA KI BON POU PATRON PA BON** POU TRAVAILLE».

Sur certaines plantations, le nombre de journées de travail par guinzaine commence à diminuer. C'est ainsi par exemple que chez le Métayer à Cambrefort, la direction ne donne que deux jours de travail par semaine c'est à dire les jours de coupe uniquement. A Féfé, sur l'ancienne plantation Thionville le même problème se pose.

Cette situation est bien souvent causée par le fait que les mois précédants, certains camarades ont fait deux, trois tâches par jour. Ou encore que d'autres ont travaillé pendant les congés annuels comme cela a été le cas chez Butel à Blondinière.

Encore un exemple qui montre que ce qui convient aux patrons (les doubles journées de travail, le travail pendant les congés annuels) va toujours à l'encontre des intérêts des travailleurs».

#### **BNP - POINTE A PITRE**

#### SOMMES-NOUS DES EMPLOYES CO-LONIAUX DE LA DIRECTION.

Pour ne pas nous donner certains avantages, la direction prétend qu'elle ne peut appliquer ici que la Convention Collective locale que nous avons nous-mêmes ré-

Elle affirme qu'elle ne peut donc appliquer les circulaires BNP.

Nous lui rappelons qu'en France il existe une Convention Collective Nationale et des circulaires BNP régionales ou départementales, cela n'empêche pas les employés BNP France de bénéficier de ces deux types de convention.

#### UNE REUNION D'INFOR-MATION APPRECIEE.

Mardi dernier les délégués du personnel nous ont appellé à une réunion d'information sur certaines de nos revendications.

Nous y avons répondu assez nombreux. Nous avons notamment discuté du déblocage des salaires, de l'application des circulaires, de prêts immobiliers, etc...

Sur tous ces points nous avons donné notre avis et avons affirmé notre volonté d'agir si la direction ne se décidait pas à nous donner satisfaction sur l'application des circulaires.

Ce fut une réunion positive et nous étions nombreux à penser qu'il nous faudra participer plus souvent à de telles réunions et ainsi nous occuper de toutes les affaires qui nous concernent.

#### **DELATTRE-LEVIVIER (MARTINIQUE)**

#### **UNE SEULE SOLUTION:** LA RÉVOLUTION

Un de nos anciens collègues de travail avait cru se tirer d'affaire, il y a de cela quelques années en se mettant à son compte. Il avait ouvert une petite entreprise d'intérimaires. Cette entreprise vient de fermer ses portes ces jours derniers : il paraît que l'entreprise devait beaucoup d'argent et ceci est la cause de sa faillite.

C'est un exemple que chacun d'entre nous doit méditer : les capitalistes font de temps en temps miroiter à nos yeux l'espoir de nous en sortir, de quitter notre condition d'exploité à vie. Pour cela, il suffirait de débrouillardise, d'intelligence et de beaucoup travailler.

Certains, comme notre collègue, se laissent prendre à tout ce baratin. Leur espoir de s'en sortir ne dure en général que quelques années, juste le temps de perdre leurs illusions et leurs économies.

Ce système nous condamne à l'exploitation à vie. Il n'existe pas de solution individuelle à notre sort. La seule façon de changer notre vie, c'est d'exproprier les capitalistes. C'est de faire la révolution.

#### PAROL AN BOUCH PAS CHAJE.

La semaine dernière, après le petit arrêt technique de la Sara, un grand nombre d'interimaires ont été renvoyés, en s'entendant dire que c'était la fin du chantier.

Mais ce n'était qu'une manoeuvre de la direction de Socaltra, elle disait déjà lors de la dernière réunion du C.E. avec le PDG : que "la loi sur l'intérim de 82 sera appliquée". Cette loi prévoit qu'au bout de 3 mois de présence dans l'entreprise, un travailleur intérimaire doit être obligatoirement embauché.

Ainsi pour ne pas appliquer cette disposition, la direction les a tous licenciés en leur disant au creux de l'oreille qu'elle les rappellera dans un mois.

Ces travailleurs vivent donc dans l'attente du jour où l'un d'entre eux sera rappelé pour travailler une dizaine de jours ;

Comme quoi, les promesses de la direction, tant qu'elle n'est pas contrainte, ce n'est que du vent!

### **UN CHEF PARMI TANT D'AUTRES**

Une nouvelle grue a été mise en service. Après deux mois d'utilisation, une barre du vérin stabilisateur s'est cintrée.

Cela s'est passé sous les yeux du chef de la mécanique, qui en guise d'huile de vérin avait utilisé du gazoil, ce qui a provoqué l'accident.

Voilà un chef qui connaît bien son métier nous dira la direction. Il est vrai qu'il peut faire un bon chef...bricoleur.

# LA SITUATION EN FRANCE DANS LA PÉRIODE DE «SORTIE DU BLOCAGE»

C'est parait-il la "sortie du blocage".

Pour avoir une meilleure idée que ce qu'en dit la presse bourgeoise venant de France, nous publions ici le point de vue des révolutionnaires vivant et luttant en France au contact quotidien des travailleurs et de la population français.

Ces textes ont paru dans l'hebdomadaire Trotskyste Lutte Ouvrière. Certains d'entre eux sont signés d'Arlette Laguiller qui fut à plusieurs reprise lors de différentes élections la porte parole des travailleurs révolutionnaires.

# PUISQUE LES RICHES **NE VEULENT PAS** PAYER, MAUROY **FAIT PAYER LES PAUVRES**

Cet article est paru en France dans l'hebdomadaire trotskyste lutte ouvrière du 16/10/82.

Mitterrand, dans sa campagne électorale, nous avait dit que pour résoudre la crise et diminuer le chômage il fallait distribuer du pouvoir d'achat à la population. Ainsi on consommerait plus, donc on produirait plus et il y aurait moins de chômeurs. Pour financer cette politique, le Parti Socialiste parlait d'un impôt sur la fortune, et le Parti Communiste appelait ça «faire payer les riches».

Maintenant que Mitterrand, le Parti Socialiste et le Parti Communiste sont au gouvernement, ils ne distribuent pas de pouvoir d'achat. Au contraire, ils disent que les salaires ne peuvent pas augmenter autant que les prix ; que les chômeurs ne peuvent plus être indemnisés autant et aussi longtemps; que les malades devront payer plus dans les hôpitaux et les retraités accepter de voir amputer leurs retraites.

Le gouvernement ne fait pas payer les riches. Au contraire, il fait payer les pauvres.

Alors on peut se dire que Mitterrand, les dirigeants du Parti Socialiste et du Parti Communiste sont des menteurs, et on n'aurait pas tort. Mais en réalité, ce n'est pas cela le problème. Le problème c'est que le bulletin de vote ne peut pas changer grand-chose à la société, et ne suffit pas pour faire payer

Un fois au pouvoir, Mitterrand s'est heurté au pouvoir économique de la bourgeoisie. Quand il a parlé d'augmenter le pouvoir d'achat, d'imposer les fortunes, de nationaliser, ça a été un tollé chez tous ceux qui ont des «biens», des comptes en banque ou des actions. Et Mitterrand a reculé devant cette révolte des possédants, car il n'avait pas réellement le pouvoir de les faire céder. Les ministres de Mitterrand se sont heurtes tout simplement aux forces de l'appareil d'Etat, dans les ministères-clés, les ministères par lesquels Mitterrand devait passer pour se faire obéir : la police, l'armée, les tribunaux, l'administration.

Defferre, ministre de l'Intérieur, n'est pas écouté par les policiers qui s'organisent sans lui, et décident contre lui. Badinter, ministre de la Justice, ne fait pas la loi auprès des magistrats. Hernu, ministre des Armées, n'est écouté par les généraux que parce que ce sont eux qui lui dictent ses discours.

En fait, les élections permettent de remplacer les hommes de la bourgeoisie qui sont à la tête de l'Etat par d'autres hommes de la bourgeoisie. Mais pas d'y mettre des gens qui servent les intérêts des travailleurs. Car, même s'ils le voulaient, ils ne le pourraient pas. Parce que c'est toujours la bourgeoisie qui détient la puissance financière et le contrôle de l'appareil d'Etat. C'est elle qui garde la haute main sur tous ces militaires, policiers ou juges, appointés par elle, quand ils ne sont pas ses fils et ses frères.

Alors, n'y a-t-il rien à faire ? Les travailleurs ne peuvent-ils pas préserver leur niveau de vie ? Ne peuvent-ils pas faire que ce soient ceux qui profitent qui voient

leur niveau de vie diminuer?

Car il ne faut pas confondre le fonctionnement des entreprises et les profits des bourgeois. Certaines entreprises vont peut-être mal, mais les fortunes personnelles des bourgeois vont bien. Alors, ne seraitil pas possible de traverser la crise en faisant payer les riches?

Si, ce serait possible, mais pas en

comptant sur le gouvernement.

Les travailleurs pourraient faire payer les riches en se servant de leur nombre et de leur force, en se mettant en grève, en manifestant dans la rue à 100 000 ou 500 000, là où les petits bourgeois se font entendre à 5 000 ou 10 000.

Mais pour cela, bien sûr, il faut autre chose que des bulletins de vote.

# QUELLE EST L'ATTITUDE DES SYNDICATS FACE A LA POLITIQUE D'AUSTÉRITÉ?

Greve dans les transports à Paris, après celle des dockers appelée par la CGT le 26 octobre et avant celle des charbonnages prévue pour le 29

Les syndicats n'observent pas une atti-tude combative face aux mesures d'austérité pri-

ses par le gouvernement.

Après avoir dit que le gouvernement impose aux fonctionnaires une baisse de leur niveau de vie, Arlette Laguiller écrit dans le «lutte Ouvrie-re du 23 octobre :

Et son objectif est de fournir un exemple au patronat privé de l'industrie et du commerce. Tous les patrons ont l'autorisation officielle du gouvernement de ne pas accorder un sou de plus, voire de refuser toute négociation à la sortie du blocage

A cette attaque, quelle est la réponse des syndicats? Ils protestent, bien sûr,. Force Ouvrière et la CGC ont appelé les fonctionnaires à faire 24 heures de grève le 22 octobre. La CFDT appelle à une grève d' «au moins une heure» le 26 octobre. La CGT veut une «journée d'intervention de masse» le 27 octobre, tandis que la FEN s'insurge, mais ne veut rien du tout.

Mais il est évident que les protestations syndicales programmées pour la fonction publique, et elle seule pour l'instant, tel syndicat tel jour, tel autre le lendemain ou le surlendemain, ne sont qu'une façon de faire croire qu'on fait quelque

Les directions syndicales n'ont pas la volonté de faire appel à la force de la classe ouvrière, de toute la classe ouvrière. Elles n'ont pas l'envie de préparer les travailleurs à une offensive véritable. Elles n'ont pas l'intention de faire céder vraiment le gouvernement, de chercher à utiliser la force des travailleurs les mieux placés pour défendre ceux qui le sont moins bien, d'appeler les fonctionnaires à se battre en même temps que les travailleurs de l'industrie et des autres secteurs alors que, pour tous, le niveau de vie va baisser de la même façon.

Non, les directions syndicales ne veulent pas que des luttes aient lieu en même temps, convergent dans les usines, les bureaux, à l'EDF et dans les transports. Et elles ne font rien pour donner confiance, rien pour que tous se sentent solidaires et aient envie de lutter ensemble, d'abord contre le patronat et, s'il le faut, contre ce gouvernement qui l'aide et le défend si bien.

Et si demain, par manque de perspectives, par manque de confiance, les travailleurs ne répondaient pas à l'appel à ces grèves et autres journées éparpillées, les directions syndicales se serviront de la faible participation pour justifier leur inac-

Alors, la classe ouvrière n'est pas moralement dans la meilleure situation pour lutter. Il y a la crise, le chômage, l'inflation qui attaque le niveau de vie, et la politique des organisations syndicales qui ne veulent leur donner ni les moyens de lutter, ni la confiance dans ces moyens.

Mais cela ne veut pourtant pas dire que les travailleurs seraient incapables de toute réac-tion devant le refus des syndicats d'organiser la rispote face au gouvernement et au patronat. Dans le même texte A. Laguiller poursuit

Mais il y a dans la classe ouvrière de nombreux militants honnêtes et dévoués, au sein des syndicats et des grands partis. Il y en a beaucoup qui comprennent qu'on les trompe, qu'on les abuse que leurs adversaires ne sont pas seulement à droite, mais aussi à gauche. Il y en a beaucoup qui comprennent que la gauche et la droite représentent la même chose, et que la gauche, désormais, c'est l'extrême-gauche. Et l'avenir dépend de ces militants. Ou bien leur déception se traduira par l'inaction et la résignation, ou bien elle se traduira par la prise de conscience.

Oui, des centaines, des milliers et des milliers de travailleurs sont en train de tirer la leçon. Et notre souhait, notre espoir, c'est que les hommes politiques de droite comme de gauche, qui ont l'oeil rivé déjà sur mars 1983, sur les élections municipales, eh bien, que tous ces politiciens aient la surprise de leur vie.

Oui, il se pourrait bien qu'au printemps prochain, les travailleurs votent à leur façon. Il se pourrait bien qu'ils désertent les entreprises pour se retrouver dans la rue, tous ensemble, au coude à coude, au lieu de se retrouver seuls et démunis dans les isoloirs, qui méritent bien leur nom.

Mais de tels printemps, cela se prépare. Sous la neige de l'hiver, justement.

### **LES CLASSES MOYENNES DANS LA RUE**

Alors que les Syndicats ne savent que favoriser la politique gouvernementale d'atteinte au niveau de vie des travailleurs, les bourgeois et petits bourgeois - ce qu'on appelle encore les classes moyennes - n'hésitent pas à descendre dans les rues pour faire pression sur le gouvernement.

Là aussi nous publions un article paru dans Lutte Ouvrière du 23 Octobre qui fait le point

sur ces manifestations.

#### DE BREST A DIJON : LES CLAS-SES MOYENNES MAINTIENNENT LEUR PRESSION CONTRE LE GOU-VERNEMENT.

Le lundi 11 octobre, ce sont sept mille petits patrons qui sont descendus dans les rues de Brest et de Dijon pour protester contre les charges qu'ils estiment trop lourdes et contre le blocage des prix. Le lendemain, pour les mêmes raisons et un peu partout en France, c'était le tour des artisans, à l'appel de l'Union professionnelle artisane (UPA). Et pour le début novembre, les transporteurs routiers ont annoncé trois jours de grève, parce qu'eux aussi considèrent que leurs charges s'alourdissent et craignent de surcroît une concurrence accrue de la

Tour ces mouvements de bourgeois et petits bourgeois ne sont pas isolés. Ils viennent après ceux des moyens et petits patrons, des paysans, des médecins, avocats et notaires. Toutes ces couches, dont les sympathies vont en général vers la droite, marquent ainsi leur hostilité à l'actuel gouvernement de gauche, mais tout en s'efforçant d'obtenir un peu plus de lui. Car elles le sentent sensible à leurs pressions.

A ce propos, la presse a fait allusion au «syndrome chilien», c'est-à-dire au coup d'Etat de Pinochet survenu après une longue grève des transporteurs routiers, précisément, contre le régime «de gauche» d'Allende. Au Parlement, un député UDF a même ouvertement menacé la gauche française du même sort, «Craignez les réactions des des trente mille routiers, a-t-il dit. Il n'y a pas si longtemps qu'un régime politique tombait sous la masse des poids lourds».

Sans doute, on n'en est pas là. Les «vaches à lait», comme les dirigeants d'organisations professionnelles des catégories moyennes aiment à appeler leurs troupes, ne sont pas devenues des vaches enragées. Elles ne sont pas dans la rue pour renverser le régime, ni même d'ailleurs pour remettre en selle les Chirac, Giscard ou Barre. Le jour où la rage s'emparera vraiment de ces catégories sociales, si la crise devenait de plus en plus aiguë, c'est sans doute ailleurs qu'à la mairie de Paris qu'elles chercheraient leur Pinochet : dans l'armée ou dans l'extrêmedroite, ou dans les deux. Pour l'instant, elles tentent d'obtenir le plus possible, en affichant au passage leur hostilité au gouvernement de gauche.

Mais justement, cela montre que le gouvernement de gauche, malgré toutes les concessions et les faveurs qu'il accorde à ces catégories sociales, ne trouve pas pour autant leur soutien. Elles n'en deviennent que plus exigeantes, plus sûres d'elles, plus décidées à l'affronter.

# UNE JEUNE **AFRIQUE DU SUD** BLANCHE CONDAMNEE **«HAUTE TRAHISON»**

Le gouvernement de l'Afrique du Sud vient de condamner une jeune blanche à 10 ans de prison sous prétexte de haute trahison" envers l'Etat.

En fait, le "crime" qu'a commis cette blanche c'est d'appartenir au Congrès national africain, organisation clandestine qui lutte contre l'apartheid (système raciste qui sépare les blancs et les noirs, ou ceux-ci sont dans la misère tandis que les blancs vivent de privilèges importants).

La condamnation de cette blanche indique bien que le gouvernement raciste Sud Africain vient de franchir un pas important dans la répression qu'il mène contre tous ceux qui luttent contre ce régime inique de l'apartheid. C'est aussi la première fois qu'une blanche est condamnée pour haute trahison. Si la répression qui frappe régulièrement la population noire de ce pays est une constante de la politique raciste de ce pays, par contre la population blanche était jusque là épargnée pour la bonne raison que les blancs qui osaient élever la voix contre un tel régime étaient isolés donc très minoritaires. Le gouvernement n'était pas encore allé jusqu'à les condamner à de si lourdes peines de prison. Mais il y a de

plus en plus de blancs qui se dressent contre l'apartheid et cela le gouvernement de Johannesburg ne peut pas l'admettre. Et les 10 ans de prison qu'il vient d'infliger à cette blanche constitue un avertissement contre tous les blancs qui seraient tentés de faire cause commune avec les Noirs.

En Afrique du Sud c'est une minorité de blancs qui opprime la majorité de la population qui est noire. Les blancs possèdent tout. Ils ont tous les droits alors que la population noire n'a que celui d'aller se faire exploiter dans les mines de diamants au profit des capitalistes blancs et dans d'autres travaux dangereux que les blancs n'osent pas faire. D'autre part ils sont parqués dans des bidonvilles avec interdiction de s'aventurer dans des quartiers blancs à partir d'une certaine heure de la journée. Les unions mixtes sont interdites de façon à éviter tout contact, tout mélange entre les deux communautés blanche et noire. Si ce régime barbare a pu exister jusque là c'est parce que la minorité blanche l'a cautionné ; mais actuellement de plus en plus de blancs contestent son existence car ils comprennent à leurs dépens qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être libre.

#### COMBAT OUVRIER-

Responsable de publication :

G. BEAUJOUR Adresser toute correspondance : EN GUADELOUPE à Gérard BEAUJOUR B.P. 214 97110 POINTE-A-PITRE EN MARTINIQUE B.P. 386 97204 FORT-DE-FRANCE EN FRANCE écrire à : Combat Ouvrier B.P. 145 75023 PARIS CEDEX

> Impression Imp. ERAVILLE & Fils S.A.R.L. Commission paritaire N° 51728